

10h45 - 12h45 Table ronde n°1 : « L'importance du niveau décentralisé dans les stratégies d'éradication de la faim »

- o La réforme de la gouvernance au sein du Comité de la Sécurité Alimentaire, **M. Richard China**, Directeur de la Division de l'assistance aux politiques et de la mobilisation des ressources (FAO)
- o L'intégration des stratégies régionales dans la stratégie nationale de sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, **Mme Dienebou Conde Touré**, Directrice Générale des Productions et de la Diversification Agricoles du Ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire
- o Quelles politiques publiques nationales et supranationales pour revaloriser la production locale et favoriser la souveraineté alimentaire ? Quel rôle des Régions dans la relance des agricultures familiales ? **M. Mamadou Cissokho**, Président d'honneur du ROPPA
- o Stratégies de la sécurité alimentaire pour les Etats de l'Inde : comment associer les organismes locaux ? **Dr. Simrit Kaur**, Université de New Delhi
- o Le rôle des Régions dans le domaine de la sécurité alimentaires : les messages du Comité scientifique mis en place pour le Sommet, **Pr. Michel Foucher**, École Nationale Supérieure (France)
- o Les organes de pilotage et de coordination de la sécurité alimentaire aux niveaux supra-régional, national et décentralisé : caractéristiques et rôles dans la bonne gouvernance de la sécurité alimentaire / quelques études de cas au Sahel et en Afrique de l'ouest, **Dr. Keffing Sissoko**, Expert en sécurité alimentaire du CILSS
- o Montée en puissance de la coopération décentralisée en matière de sécurité alimentaire, **M. Thierry Cornillet**, Président de l'AIRF

12h45 - 13h00 Conclusions de la matinée et présentation des sessions thématiques, des attentes et des axes de travail du Sommet de Dakar par **M. Claudio Martini**, Président de la CRPM et du FOGAR.

13h00 - 14h30 : Déjeuner sur place

14h30–18h30 : SESSIONS THEMATIQUES SPECIFIQUES 3 sessions thématiques en parallèle

Pauses-café pour les 3 sessions thématiques : 16h20 - 16h40

Objectifs des sessions thématiques

Une après-midi et une matinée entières seront consacrées à des ateliers au nombre de 6 pour permettre aux Régions, à travers des expériences concrètes, de s'exprimer sur leurs besoins, leur valeur-ajoutée et leurs propositions d'actions pour améliorer la sécurité alimentaire.

Cette confrontation d'initiatives locales permettra de tirer des conclusions, des plans d'actions et des pistes d'amélioration qui seront retranscrits lors de la session plénière de clôture et de mettre en lumière l'opérationnalité de l'échelon régional pour la mise en place de nouveaux partenariats aux côtés et en complémentarité des actions menées par les autres échelons publics.

Au final, ces ateliers devront répondre aux 4 questions suivantes :

- i. Dans quels domaines les Régions peuvent-elles agir pour réduire de manière effective l'insécurité alimentaire des populations ?
- ii. En quoi la Région est un échelon pertinent pour mener ces actions ?
- iii. Quelles sont les préconisations et les recommandations politiques pour démultiplier les actions régionales sur la sécurité alimentaire ?
- iv. Quels outils méthodologiques pour des partenariats efficaces ?

SESSION THEMATIQUE 1

L'AMELIORATION DE LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE : DE LA PRODUCTION A LA COMMERCIALISATION, QUEL APPUI DES REGIONS/AUTORITES LOCALES ?

Présidente: **Mme Dienebou Conde Touré**, Directrice Générale, Ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire
Coordinateur: **M. Christian Taupiac**, Conseil Général du Ministère français de l'Agriculture et de la Pêche

Les Régions sont des acteurs clés pour lever les contraintes structurelles auxquelles sont confrontés les agriculteurs pour développer leur production agricole. A travers des aides matérielles, des appuis à la restructuration des filières pêches et agricoles et le développement de systèmes de crédits, elles agissent en coopération avec les autorités nationales et autres autorités locales pour améliorer la disponibilité alimentaire. Pour satisfaire la demande des consommateurs, ces denrées doivent être transformées, conditionnées puis transportées avant d'être commercialisées dans des lieux stratégiques pour assurer une mise en relation des zones déficitaires avec les zones excédentaires. Les initiatives locales et les actions de coopération décentralisée sur ces thèmes sont soutenues. Quels autres dispositifs imaginer pour améliorer la disponibilité des denrées alimentaires? Comment les Régions s'organisent pour encourager la production agricole selon les zones géographiques ? Comment améliorer les actions régionales et locales sur ces thèmes ?

SESSION THEMATIQUE 2

QUELLES ACTIONS DES REGIONS POUR LUTTER CONTRE LE DEVELOPPEMENT DE LA MALNUTRITION ?

Président : **M. Paul Carrasco**, Président d'OLAGI
Coordinatrices : **Mme Florence Egal**, Division de la nutrition et de la protection des consommateurs, FAO et **Mme Marie Imbs**, Chargée de mission Sécurité alimentaire, CRPM/FOGAR

Dans de nombreuses Régions du monde, les populations rurales et urbaines souffrent de carences en macro- et micronutriments. Pour y faire face, des programmes variés de lutte contre cette malnutrition sont mis en place: développement de la qualité nutritionnelle des semences, projets de diversification alimentaire ou éducation nutritionnelle. Ces programmes sont d'une importance cruciale car une alimentation équilibrée ne résulte pas seulement d'une disponibilité alimentaire accrue. En effet, une partie notable de la malnutrition est imputable au défaut de connaissance des quantités et du type d'aliments nécessaires pour mener une vie saine et productive. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les régimes infantiles et ceux des femmes allaitantes. Quelles actions mènent les Régions pour favoriser la diversité alimentaire ? Quels sont les impacts des programmes d'éducation nutritionnelle locaux ? Quels autres outils mettre en place pour palier la malnutrition ? Enfin, les formes de malnutrition sont diverses et nécessitent d'être diagnostiquées de manière précise et prises en charge au niveau local pour être traitées de manière efficace. Comment accompagner ce processus ?

SESSION THEMATIQUE 3

LES COLLECTIVITES LOCALES ET REGIONALES : DES LEVIERS D'ACTION POUR AMELIORER L'ACCES DES POPULATIONS LES PLUS VULNERABLES A UNE ALIMENTATION ADEQUATE ET REALISER PROGRESSIVEMENT LE DROIT A L'ALIMENTATION

Président: **M. Olivier De Schutter**, Rapporteur Spécial auprès de l'ONU pour le Droit à l'Alimentation
Coordinateur: **M. Gaëtan Vanloqueren**, Conseiller du Rapporteur Spécial auprès de l'ONU

Le droit à l'alimentation est reconnu depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. Or, les revenus de certaines populations urbaines et rurales restent faibles et leur accès à l'alimentation est de plus en plus précaire. Cette situation est exacerbée par la pauvreté, les chocs économiques et les aléas climatiques. Des stratégies et mesures sont à prendre pour favoriser l'accès des plus vulnérables à l'alimentation via notamment l'amélioration et la diversification des revenus et la mise en place de filets de sécurité. Quelle palette d'instruments imaginer pour permettre à ces populations un accès à l'alimentation? Comment les Régions peuvent intervenir pour mettre en place ces outils? Afin de pouvoir adapter les filets de sécurité alimentaire et déterminer les interventions à mettre en œuvre, il faut connaître la répartition géographique de l'insécurité alimentaire. De quelle manière les autorités locales s'impliquent-elles pour analyser la situation alimentaire? Comment les collectivités territoriales répondent aux besoins alimentaires immédiats des populations les plus vulnérables tout en développant des mécanismes de protection à plus long terme?

19 JANVIER 2010

08h30 – 12h30 : SESSIONS THEMATIQUES TRANSVERSALES
3 sessions thématiques en parallèle

Pauses-café pour les 3 sessions thématiques : 10h20 – 10h40

SESSION THEMATIQUE 4

L'EXPERTISE DES TERRITOIRES AU SERVICE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE : FORMATION, TRANSFERT DE COMPETENCES, ACCOMPAGNEMENT, STRUCTURATION, APPUI INSTITUTIONNEL ET SOUTIEN AUX ACTEURS

Présidente : Mme Pascale Cauchy, Conseillère régionale déléguée à la coopération décentralisée, Région Basse-Normandie (France)
Coordinateur : Région Basse-Normandie (France)

La mobilisation et la coopération entre Régions sont accrues en termes d'échanges de compétences agricoles et d'enseignements techniques et professionnels agricoles tant les effets sont perceptibles sur le court-terme et sur le long-terme. En effet, nombre de facteurs structurels de l'insécurité alimentaire peuvent être traités par l'appui et la formation aux organisations professionnelles. Il y a donc urgence à promouvoir et à réhabiliter les formations professionnelles agricoles et rurales et à les intégrer dans les politiques agricoles. De la formation des services publics techniques à la formation des professionnels, les Régions donatrices et Régions bénéficiaires ont toutes un rôle d'appui à jouer. Quels sont les besoins des Régions du « Sud » ? Quels sont les acteurs de la formation et les compétences des Régions dans ce domaine ? Quels sont les enjeux et limites des initiatives locales dans le domaine de la formation professionnelle et de l'enseignement agricole ? Quels instruments de formation des élus et des services publics techniques favoriser ? Quelles possibilités de développer par les partenariats régionaux des structures ressources en agriculture-agronomie ? Comment favoriser une approche participative pour démultiplier les effets de structuration et d'appui des acteurs ? Comment stimuler la construction d'espaces de dialogue et de concertation multi acteurs ?

SESSION THEMATIQUE 5

LE ROLE DES AUTORITES REGIONALES ET LOCALES EN MATIERE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Président : M. Charles Katiza, Président de la Plateforme des collectivités locales des pays ACP
Coordinateur : M. Alexis De Bertoult, Conseiller pour le programme de coopération décentralisée de la FAO

Les autorités régionales et locales disposent de compétences et/ou s'organisent pour garantir une gestion durable des ressources naturelles de leur territoire à des fins de sécurité alimentaire face aux aléas du changement climatique. Ces actions d'adaptation répondent à des enjeux divers qui seront traités au sein de cet atelier :

- Quels modes de gestion intégrée et durable des ressources naturelles basée sur les territoires et opérée par les acteurs locaux sont possibles ?
- Quels mécanismes de gestion des risques et d'adaptation peut-on mettre en place en faveur des populations les plus vulnérables aux impacts du changement climatique pour leur garantir la sécurité alimentaire ?
- L'échelon local est-il approprié en matière de formulation de politiques d'adaptation et d'atténuation du changement climatique ? Comment intégrer les impacts du changement climatique aux politiques de sécurité alimentaire au niveau local ?
- Quels outils, technologies, méthodologies sont disponibles pour les autorités et les acteurs locaux pour une aide à la gestion des ressources naturelles et des impacts du changement climatique ?

SESSION THEMATIQUE 6

LE FINANCEMENT DES ACTIONS LOCALES ET REGIONALES DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE : QUELS INSTRUMENTS ET QUELS OUTILS INNOVANTS POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN ?

Président : M. Abdoulaye Sène, Député, Conseiller et ancien Président de la Région Fatick, Sénégal
Coordinateur : M. Bertrand Hervieu, Inspecteur général du Ministère français de l'Agriculture et de la Pêche

Le financement des actions locales constitue la pierre angulaire de la gouvernance locale de la sécurité alimentaire. Les instruments de financements sont aujourd'hui divers, à la fois publics et privés, mais ne suffisent pas à permettre aux Régions de répondre aux défis alimentaires auxquels elles sont confrontées chaque jour. Les limites observées résultent d'un manque de coordination, de dialogue et de lisibilité de l'action réelle des Régions sur la sécurité alimentaire. Comment favoriser le financement et la mise en œuvre des programmes d'actions locaux ? Comment permettre aux partenaires financiers de disposer d'outils de décision et d'action en termes de politiques et stratégies d'investissement dans le secteur agricole et rural ? De quelles manières les grands bailleurs interviennent-ils pour financer les actions locales : quelles règles et quelles limites au financement d'actions durables ? Quelle implication du secteur privé ? Quelle place pour le « social business » ? Quels moyens de financements innovants pour la sécurité alimentaire ? Comment renforcer les capacités de négociations des Régions avec les Etats et/ou les bailleurs de fonds ? Et la coopération décentralisée constitue-t-elle un moyen de financer des politiques agricoles et alimentaires efficaces ?

12h30 – 14h00 : Déjeuner sur place

14h00 – 19h00 : SEANCE PLENIERE DE CLOTURE

Animation : M. Hegel Goutier, Rédacteur en Chef, Le Courrier

Quelles recommandations et préconisations de plans d'action pour améliorer la situation alimentaire par les Régions ? Comment favoriser l'émergence d'une politique alimentaire mondiale qui intègre l'ensemble des acteurs régionaux permettant aux pays de reconstruire leur souveraineté alimentaire ? Quel renforcement de l'action de la CRPM et du FOGAR sécurité alimentaire en partenariat les bailleurs de Fonds ?

14h00 – 14h15 Accueil et présentation de la session de clôture par M. Xavier Gizard, Secrétaire Général du FOGAR

14h15 – 15h15 Synthèse des sessions thématiques par les Présidents

- o Les atouts et les difficultés des actions locales et régionales
- o Mise en lumière de l'intérêt et de l'impact des coopérations décentralisées
- o Recommandations pour l'avenir par thématique
- o Préconisations sur l'organisation à l'avenir des concertations pour la mise en œuvre des recommandations

Conclusions par M. Xavier Gizard, Secrétaire Général du FOGAR

15h15 – 16h15 Table ronde n° 2 : « Axes et modalités d'actions des Régions en matière de sécurité alimentaire »

- o M. Patrice Nikiéma, Président de la Région Centre (Burkina Faso) et de l'Association des Régions du Burkina Faso
- o M. David Minoves, Directeur Général de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire, Région Catalogne (Espagne)
- o M. Roger Ménard, Directeur des Analyses économiques et politiques au Ministère des Relations internationales, Région Québec (Canada)
- o M. Aliou Niang, Président de la Région de Saint Louis (Sénégal) et de l'Association des Régions sénégalaises

16h15 – 16h45 Débat avec la salle

17.00 – 19.00 : SEANCE PLENIERE DE CLOTURE - Suite

17h00 – 19h00 Session de clôture : « L'accompagnement et les attentes des Organisations internationales et des Etats à l'égard des actions des Régions en matière de sécurité alimentaire »

- o **M. Karim Wade**, Ministre d'État, Ministre de la Coopération Internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports Aériens et des Infrastructures du Sénégal
- o **Mme Fatou Gaye Sarr**, Ministre de l'Agriculture du Sénégal
- o **M. Hafez Ghanem**, Sous-directeur Général responsable du Département de Développement économique et social, FAO
- o **M. Yannick Glemarec**, Directeur de la finance pour l'environnement, PNUD
- o **M. Stefano Manservigi**, Directeur Général, DG Développement de la Commission européenne
- o **M. Olivier De Schutter**, Rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'alimentation
- o **M. Soumaïla Cissé**, Président de la Commission de l'UEMOA
- o **M. David Nabarro**, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la sécurité alimentaire et la nutrition
- o **M. Jean-Michel Debrat**, Directeur Général Adjoint de l'AFD
- o **Mme Coumba Dioukhané**, Conseillère Technique au Cabinet du Ministre français de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
- o **M. Josep Lluís Carod-Rovira**, Vice-président de la Région Catalogne

Dîner de gala-animations à partir de 19h30

20 JANVIER 2010

Programme Social :

Visite de l'île de Gorée : 9h00 – 17h00 (horaires indicatifs)

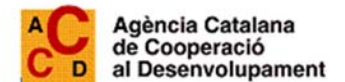
Glossaire des acronymes :

- AFD** : Agence Française de Développement
AIRF : Association Internationale des Régions Francophones
CE : Commission Européenne
CILSS : Comité Permanent Inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CRPM : Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM : Fond pour l'Environnement Mondial
FOGAR : Forum global d'associations de régions
NRG4SD : Réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable
OLAGI : Organisation Latino Américaine des Gouvernements Intermédiaires
PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
ROPPA : Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest
UE : Union européenne
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Organisé par :



Partenaires :



Plus d'informations sur le Sommet :

Programme, documents de travail, inscription en ligne sur le site : <http://www.regionsfoodsummit.org/>